

C'est le moment de dénoncer au monde le coup d'état en cours au Brésil (Blog da Cidadania)

Eduardo
Guimarães

9 août
2015



Les forces conservatrices ont le vent en poupe en Amérique Latine, et les coups de boutoir se succèdent pour tenter de renverser des gouvernements démocratiquement élus. Dans le cas du Brésil, l'opposition n'a jamais accepté la réélection de la Présidente Dilma en octobre dernier, et cherche par tous les moyens à mener la présidente à quitter le pouvoir par une procédure d'impeachment. L'emballage de l'Opération Lava Jato contre la corruption à la Petrobras prend des proportions démesurées et se rapproche inexorablement de la présidente et de l'ex-président Lula, comme le souhaite l'opposition, celle-ci rencontrant le soutien des institutions judiciaires, sans parler des médias. La corruption est un mal endémique au Brésil, et touche tous les partis, dont le PT au pouvoir (le gouverneur PT de Bahia arrive en premier de la liste des gouverneurs bénéficiaires des donations suspectes) et l'on pourrait se réjouir que les malversations ne soient pas balayées sous le tapis, comme cela a été la coutume pendant des décennies. Pourtant, Eduardo Guimarães, sur son Blog da Cidadania, lance un cri d'alarme, en dénonçant le caractère partisan de la marche du procès de l'Opération Lava Jato et des inculpations en cours, qui fait de la loi l'instrument d'un unique bord politique, une pratique caractéristique des dictatures. Il nous demande de dénoncer ce coup d'état politico-institutionnel en cours.

C'EST LE MOMENT DE DÉNONCER AU MONDE LE COUP D'ÉTAT EN COURS AU BRÉSIL

La couverture de la dernière édition de la revue Veja a dépassé toutes les limites acceptables par les forces politiques progressistes de ce pays. Et lorsque je cite les forces politiques progressistes, je ne fais pas uniquement référence aux partis de gauche de la base allié (du gouvernement *NdT*), comme le PT et le PC do B, mais à tous les partis de gauche – dont ceux d'opposition – et aux mouvements sociaux.

Bien qu'elle ait été démentie publiquement par la défense de l'ex-vice-président de l'entreprise OAS, Léo Pinheiro, l'affirmation de Veja selon laquelle ce dernier aurait autorisé ses avocats à négocier avec le Ministère Public Fédéral un accord de délation contre une remise de peine (*delação premiada* - « délation récompensée » *NdT*) - au cours de laquelle il présenterait des « preuves » contre l'ex-président Lula – on se demande vraiment ce qu'attendent les forces démocratiques de ce pays pour réagir de manière drastique.

L'article de Veja a été reçue avec peu d'intérêt par le reste de la presse dominante, par le fait qu'il s'agissait d'une information « réchauffée ». Dans son édition du 27 avril de cette année, la revue avait déjà fait cette affirmation, que la défense de Léo Pinheiro avait promptement démentie.

Mais les articles tendancieux de Veja et du reste des médias, publiés nuits et jours, et exclusivement contre le PT (Parti des Travailleurs au pouvoir *NdT*), ses dirigeants et ses alliés, donnent sa forme au golpisme. Dans le monde entier, de nombreux secteurs de la presse se comportent comme des partis politiques. Mais jamais ils ne rencontrent autant d'écho que dans les institutions brésiliennes.

Ce qui caractérise le coup d'état politique en cours est que, comme dans n'importe quelle dictature, la loi a commencé à être utilisée de manière différente lors de situations absolument similaires, avec des résultats différents selon les orientations politiques des personnes concernées.

C'est pourquoi le moment est venu de dire au monde que la démocratie brésilienne est jetée aux orties et que les institutions sont utilisées comme des armes politiques pour renverser un gouvernement démocratiquement élu.

Et il n'est pas difficile de prouver au monde ce qui est en cours. Il suffit de montrer comment la Justice, le Ministère Public et la Police Fédérale agissent de manière partisane, couvrant des scandales impliquant des *tucanos* (le toucan est le symbole du parti d'opposition PSDB *NdT*), et poussant sur le devant de la scène les *petistes* (membres du PT – parti au pouvoir *NdT*).

Prenons le cas des liens entre les entreprises de travaux publics et les politiciens *petistes* et, surtout, avec l'ex-président Lula, cible préférée de Veja, et l'implication de ces sociétés avec des politiciens *tucanos* dans des situations absolument identiques.

Quelle est l'accusation portée envers ces entreprises dans l'Opération Lava Jato (énorme procès impliquant la Petrobras et la corruption pratiquée dans ses activités *NdT*) ? Il y avait une association d'entreprises qui faisaient des affaires avec la Petrobras en payant des dessous de table à des politiciens, par le biais de donations officielles, outre d'autres formes de corruption d'autorités ou de cadres supérieurs de la Petrobras. Ce qui est stupéfiant, c'est que ces mêmes entreprises, impliquées dans d'autres scandales absolument similaires à celui de la Petrobras, ont fait d'importantes donations à des politiciens *tucanos* et à d'autres partis que le PT, mais que, dans ces cas, pas un doigt n'a été levé par les médias, le Ministère Public, la Police Fédérale, et encore moins la Justice, qui pourraient pu traiter ces donations de la même manière qu'elle le font avec celles du PT.

Il y a quelques mois, une dénonciation est apparue, selon laquelle plus de la moitié de la campagne de l'année passée du Gouverneur Geraldo Alckmin du PSDB (de l'État de São Paulo *NdT*), avait été payée par les entreprises impliquées dans le cadre d'une enquête pour fraude et entente frauduleuse dans des appels d'offre du métro de São Paulo. Au total, les quatre entreprises suspectées avaient fait don de 8,3 millions de reals (env. 2,2 millions d'euros), 56% du total (14,7 millions de reals) de la campagne du tucano. Trois de ces entreprises donatrices sont déjà accusés dans des procès en Justice : Queiroz Galvão, CR Almeida S/A Engenharia de Obras e OAS S/A. Des cadres de consortiums formés par ces entreprises ont été dénoncés en 2012 pour suspicion de fraude et pour formation d'entente frauduleuse dans l'appel d'offre pour continuer la ligne 5 du métro de São Paulo. Au total, 14 employés de 12 entreprises sont poursuivis par la Justice.

Pas ce n'est pas tout. Il existe aussi une dénonciation selon laquelle sept des neuf entreprises poursuivies dans l'Opération Lava Jato ont repassé au moins 38,9 millions de reals aux campagnes de 19 gouverneurs élus et réélus. Les donations ont été faites par l'UTC, Odebrecht, Queiroz Galvão, Engevix, OAS, Galvão Engenharia e Camargo Corrêa. Plusieurs cadres de ces entreprises sont en prison et jusqu'à présent, il n'existe aucune information selon laquelle il y aurait un début de suspicion envers les gouverneurs qui auraient reçu des donations en échange de travaux dans leur État.

Vous pouvez vérifier, ci-dessous, qui sont les gouverneurs qui ont reçu des donations des entreprises impliquées dans l'Affaire des Trains (*Cartel dos Trens*) de São Paulo et dans l'opération Lava Jato.

DOAÇÕES A GOVERNADORES

Empresas investigadas na Operação Lava Jato financiaram 19 governadores eleitos

QUEM DOOU: OAS, Norberto Odebrecht, Queiroz Galvão, UTC, Engevix, Galvão Engenharia e Camargo Corrêa

NÃO DOARAM: Mendes Junior e Iesa

38,9 milhões

Foi o total doado a governadores eleitos por 7 das 9 empresas investigadas



Fonte: TSE

La thèse qui soutient cette situation est absolument insensée : ces entreprises ont fait des affaires louches avec la Petrobras, et comme elles ont fait des donations électorales au PT et ont payé des conférences de Lula, tous les *petistes* et consorts sont suspects. Ces entreprises, toutefois, ont fait des affaires avec des administrations *tucanas* et de ces affaires ont surgi des scandales comme celui du train de São Paulo, mais les donations qu'elles ont faites à Alckmin, par exemple, ne soulèvent aucun soupçon.

Tout ceci parce que l'Opération Lava Jato s'est auto-limitée à la Petrobras. C'est comme si la corruption était un crime que lorsqu'elle est pratiquée à la Petrobras par le PT et ses alliés, mais ne l'est pas quand elle est pratiquée par des *tucanos* et leurs alliés dans des entreprises comme le Métro ou la CPTM (*Companhia Paulista de Trens Metropolitanos*).

Il est évident que ceci n'est pas possible. Il est évident que la loi est utilisée d'une forme différente selon la position politique des personnes. Et la principale caractéristique d'une dictature est quand la loi est utilisée d'une façon pour certains et d'une autre façon pour d'autres,

Ce qui est en train d'arriver aujourd'hui, au Brésil, est une dictature de la minorité (électorale), pratiquée par les médias dominants, par l'opposition, par des secteurs de la Justice, du Ministère Public et de la Police Fédérale. Cette dictature déclare déjà ouvertement ses plans pour détruire moralement et politiquement le plus grand dirigeant politique du Brésil, l'ex-président Lula.

En outre, l'économie est en train d'être mise en lambeaux par le tapage réalisé autour des investigations, qui devraient être menées sous le sceau du secret, mais qui voient chaque détail, chaque phrase, chaque virgule

« fuités » vers les médias de manière absolument sélective, pour incriminer les seuls *petistes* et leurs alliés, ménageant les opposants au gouvernement fédéral, là où ils sont le gouvernement, dans les États et dans les villes qu'ils dirigent.

Ceux qui suivent attentivement la politique savent déjà que, pour inventer un prétexte au renversement du gouvernement et surtout faire tomber, voire au pire, emprisonner l'unique dirigeant de gauche que le Brésil ait produit dans les dernières décennies du XXème et jusqu'à maintenant, ce n'est qu'une question de temps.

Ce ne sera pas facile d'empêcher ce coup d'état politico-institutionnel. Le pouvoir des médias allié à ceux du capital, du Judiciaire, du Ministère Public, de la Police Fédérale et de la majorité du pouvoir Législatif est d'une force monstrueuse. Du côté des victimes de ce coup d'état, il n'y a qu'une militance affaiblie, démotivée et quelques mouvements sociaux et partis de gauches hésitants.

Tout ceci, toutefois, ne change pas le fait que la démocratie brésilienne est jetée aux orties. Avec la destruction politique des directions de centre-gauche (le PSDB, jadis, fut de centre-gauche *NdT*), les conservateurs vont piétiner les programmes sociaux, précariser les relations de travail, donner un caractère fasciste à la législation pénale etc.

Dans la vision de ce blog, il ne nous reste plus qu'à dénoncer au monde ce qui est en train de se passer dans ce pays. Les golpistes peuvent même prendre le pouvoir par cette honteuse manipulation des lois, mais ils assumeront ce pouvoir sans aucune légitimité devant la communauté internationale. Il suffira de présenter au monde les faits exposés ci-dessus, avec toutes les preuves pertinentes, pour prouver que, dans ce pays, les lois et les organes de contrôle de l'État sont utilisés de façon sélective pour couvrir certains et en fustiger d'autres. Il faut exiger des observateurs internationaux pour surveiller le comportement de la Justice, du Ministère Public et de la Police Fédérale (est-ce vraiment possible ? *QdT*)

Si l'hésitation des victimes de ce golpisme dictatorial persiste, la régression politique, institutionnelle et sociale dont le Brésil va souffrir se terminera en tragédie, dans un soulèvement des masses qui seront piétinées par les politiques anti-populaires des futurs maîtres du pouvoir.

Lecteur, souviens-toi de ces mots.

Eduardo Guimarães

Introduction et traduction par Lucien, pour [Si le Brésil m'était traduit...](#)

Source : <http://www.blogdadacidania.com.br/2015/07/e-hora-de-denunciar-ao-mundo...>

»» <http://www.blogdadacidania.com.br/2015/07/e-hora-de-denunciar-ao-mundo...>